



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

34 | 2013

Les nouvelles frontières de l'humanitaire : l'impasse syrienne

La sécurité comme dogme

Frédéric Gros, *Le Principe Sécurité*, Gallimard, 2012

Philippe Ryfman



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/1825>
ISSN : 2105-2522

Éditeur

Médecins du Monde

Édition imprimée

Date de publication : 22 avril 2013
ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Philippe Ryfman, « La sécurité comme dogme », *Humanitaire* [En ligne], 34 | 2013, mis en ligne le 22 avril 2013, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/1825>

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© Tous droits réservés

La sécurité comme dogme

Frédéric Gros, *Le Principe Sécurité*, Gallimard, 2012

Philippe Ryfman

RÉFÉRENCE

Frédéric Gros, *Le Principe Sécurité*, Gallimard, 2012

- 1 Gallimard poursuit avec une constance qui mérite d'être saluée en ces temps de crise de la non-fiction dans le secteur de l'édition (à commencer par le domaine des sciences humaines) la publication d'essais sur des thématiques variées. La plupart touchent d'ailleurs à des problèmes de fond des sociétés contemporaines qu'elles soient du Nord, émergentes ou du Sud. Leur lecture est le plus souvent attractive et enrichissante pour le citoyen, lui permettant à la fois de prendre de la distance avec le traitement fréquemment sommaire qu'en donnent les médias, et de nourrir sa propre réflexion, en lui fournissant outils conceptuels et mises en perspective.
- 2 De ce point de vue – même si le sujet n'est pas directement connecté avec leurs préoccupations quotidiennes puisque le terme humanitaire n'apparaît ainsi pour la première fois qu'en p. 120 – la réflexion que mène Frédéric Gros sur le thème de la sécurité devrait intéresser nombre d'humanitaires. Si l'approche de départ est philosophique, le traitement qu'en donne cet auteur (encore jeune, mais à l'œuvre déjà prometteuse) est très concret, exempt de tout dogmatisme et de langage abscons. Le livre refermé, le regard du lecteur ne sera plus le même sur une question constamment présente dans l'actualité, aussi bien en matière d'ordre public (la « sécurité intérieure ») que géopolitique (au niveau des frontières), ou encore sociétale dans un monde globalisé (« sécurité alimentaire », « sécurité humaine »...).
- 3 Avant d'aborder ces dernières dans ses troisième et quatrième chapitres, Gros retrace à travers les deux premiers l'évolution fascinante du terme et de ses significations qui sont loin d'avoir toujours été celles en vigueur aujourd'hui. Ainsi, dans un premier sens – durant l'Antiquité gréco-romaine – la sécurité « désigne un état d'âme, une disposition

subjective caractérisée par la confiance, la tranquillité, la quiétude » (p. 15). Autrement dit, sécurité ici est compris comme sérénité. Dans une deuxième période historique – sous l'influence des croyances millénaristes chrétiennes, dans l'Antiquité tardive et tout au long du Moyen-âge – le mot est entendu non pas en tant que mise en place d'une protection active contre les dangers ou la prévention des risques, mais « comme situation objective caractérisée par l'absence de danger et l'effacement définitif des périls » (p. 52), autrement dit la disparition des dangers de toute nature, à travers l'utopie d'une humanité harmonieuse qui verrait l'effacement de la violence, de l'agressivité et de la haine. Le paradoxe est que cette doctrine va engendrer des soubresauts d'une extrême violence en Europe entre le XIV^e et le XVI^e siècle avec divers foyers de révolte millénariste ! C'est ce que les historiens qualifient de « millenium égalitaire » visant à provoquer le retour à un état de nature supposé originel, une sorte de communisme des origines s'inspirant des écrits d'un moine italien du XII^e siècle, pourtant paisible et ayant passé sa vie dans un couvent, Joachim de Flore.

- 4 Parmi les plus notoires de ces explosions sociales on relève dans l'Angleterre du XIV^e siècle celle provoquée par un prêtre, John Ball, qui prononce des prédications enflammées promettant des lendemains enchanteurs de sécurité, à condition de « massacrer les bourgeois et les prêtres, les exploitants cyniques et les clercs corrompus » (p. 76). Quelques années plus tard, en Europe centrale (dans l'actuelle République tchèque), Jan Hus et ses disciples promettent eux aussi un bouleversement du monde imminent où l'Église corrompue serait démasquée, puis condamnée. L'illustration la plus connue de ce millénarisme égalitaire est celle de la constitution de communautés dites anabaptistes qui aboutit au massacre de Münster en Allemagne en 1535. Elle a trouvé maints échos dans la littérature, notamment dans le célèbre livre de Marguerite Yourcenar, *L'Œuvre au noir*. Bien que Gros n'y fasse pas référence, il serait intéressant de se demander si ces utopies de sécurité et d'humanité harmonieuses intimement liées aussi à une thématique de la pureté (et partant de la purification) ne se retrouveraient – dans une certaine mesure – dans le discours djihadiste contemporain.
- 5 Le lecteur pressé (à tort à notre avis) voudra, peut-être, enjamber ces deux premières acceptions en commençant directement au chapitre III, intitulé « L'État garant » où l'auteur établit, avec finesse, que c'est avec la constitution et la montée en puissance progressive de l'État moderne que le terme de « sécurité » commence seulement de prendre l'un des sens par lequel nous l'entendons aujourd'hui, à travers trois « figures... : la sécurité juridique ; la sécurité judiciaire ; la sécurité militaire. » (p. 96). S'appuyant sur les écrits des grands classiques de la pensée politique (Hobbes, Spinoza, Locke, Rousseau), Gros rappelle combien le libéralisme politique – au sens premier du terme – qu'ils prônent est profondément subversif pour les pouvoirs publics. L'égalité devant la loi et l'indépendance de la justice sont les piliers d'une sécurité dont il ne faut pas donner, par méprise, une interprétation trop restrictive. C'est aussi un processus par lequel l'État doit réaliser les potentialités politiques et sociales de l'individu, en lui « garantissant la plénitude des libertés, la juste jouissance du fruit du travail, la réalité de l'égalité et l'épaisseur de la solidarité » (p. 112). Mais de cet échafaudage théorique découle très vite une extension du sens de la sécurité à un niveau supérieur « en passant du rapport aux individus au rapport entre États » (p. 114). À travers une brillante synthèse, l'auteur montre le passage du classique « droit des gens » en vigueur à partir du XVII^e siècle (déterminant un droit commun entre les États reposant sur la libre décision de chaque entité politique de s'y tenir) à la « sécurité collective ». Autrement dit, « la tentative d'une

transposition au niveau du rapport entre États de ce qui se construit comme "sécurité" par rapport aux individus » (p. 118).

- 6 Elle conduira de l'après-Première Guerre mondiale à aujourd'hui à la mise en place progressive d'organisations internationales destinées à garantir, maintenir, voire imposer la paix. Pour Gros, elles matérialisent aussi (dans leur Chartes constitutives) la transposition, au niveau des États des quatre contenus de la sécurité juridique des individus : liberté, propriété, égalité et solidarité (pp. 119-123).
- 7 Dans la dernière partie de ce chapitre, notre auteur effectue un retour (mais d'un point de vue philosophique et non essentiellement juridique) d'abord sur les notions classiques, en droit international, de *jus ad bellum* – c'est-à-dire le droit pour l'État de déclarer et mener la guerre – et de *jus in bello*, autrement dit, le droit dans la guerre. Lequel constitue un corps de normes propres à en limiter l'horreur et à la rendre plus humaine, *corpus* qui constitue une partie majeure du droit international humanitaire. Il poursuit cette incursion dans les relations internationales par de solides développements sur le concept d'équilibre des puissances comme élément capital de la sécurité internationale à travers son évolution du XIX^e siècle à la Guerre froide. Avant de brasser en une trentaine de pages un non moins remarquable tableau de la notion de « sécurité policière », de la « conservation des biens et des personnes » (p. 142) à la police des régimes totalitaires. Enfin, le dernier élargissement de sens de l'idée de sécurité aboutit à une série de concepts fort en vogue en ce début de XXI^e siècle, à travers diverses expressions couramment employées : « sécurité informatique », « sécurité sanitaire », « sécurité alimentaire » ou encore « sécurité humaine »... L'auteur lie ici ensemble la notion de bio-sécurité (inspirée des travaux de Michel Foucault) et de sécurisation des flux vitaux pour les individus (p. 174). Il revisite à cette occasion aussi bien la notion de « sécurité sociétale » chère à l'École de Copenhague (p. 178) que le principe de précaution tellement en vogue en France, qu'il y a suscité une dérive préoccupante, en passant d'un usage prospectif (accepter la possible survenance de catastrophes majeures et en conséquence agir pour les anticiper) à une vision rétrospective (fantasme d'une sécurité maximale incluant la revendication d'un droit à être protégé contre tous les risques, et recherche effrénée – en cas de matérialisation – de coupables). Gros s'intéresse aussi à la doctrine de la « sécurité humaine » élaborée originellement par un ex-ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, au tout début des années 2000. Il estime qu'avec cette approche « on fait communauté avec de l'humanitaire plus qu'avec de l'humanité » (p. 192) et qu'elle « fait naître la communauté globale des victimes » (p. 194).
- 8 La conclusion du livre est nettement plus polémique, avec une critique sévère du règne du marché depuis trois décennies et « ses effets désastreux : croissance exponentielle des inégalités sociales et destruction systématique des ressources naturelles » (p. 235). En même temps, qu'elle ouvre sur une poursuite (future ?) de la réflexion de Gros à partir de l'idée que « la sécurité, c'est, toujours une retenue de la catastrophe... C'est se retenir au bord du désastre » (p. 237). Si ce dernier point aurait en soi mérité une argumentation plus développée, la vigueur de la prise de position politique introduit abruptement un biais dans une analyse conduite jusqu'alors avec un évident souci de rigueur intellectuelle et de distanciation minimale. Certes, un auteur est libre de ses opinions, mais cette saillie politique n'apporte rien – en tout cas rien qui ne se retrouve dans de multiples autres écrits – à la démonstration d'ensemble qui se suffisait à elle-même. Elle lui nuit plutôt. Autre reproche, la tendance de l'essayiste à intégrer un certain nombre de thèmes à son propos, sans les questionner toujours suffisamment, ni ne s'interroger sur leur devenir

après leur énonciation. Ainsi du thème de la « sécurité humaine » qui n'a pas survécu aux réaménagements de la géopolitique mondiale des dix dernières années, et n'a quasiment pas d'effectivité dans les relations internationales contemporaines. Pas plus que l'un de ses avatars aussi cité par Gros (p. 189) la fameuse « responsabilité de protéger », dont on voit – notamment avec la guerre en Syrie – l'inapplicabilité faute de consensus entre les États. Dernier regret enfin, que le tableau figurant en appendice sur « les grands concepts de la sécurité à l'âge moderne » ne soit ni explicité, ni commenté, ni détaillé en sous-tableaux. D'autant qu'il arrive là de façon inattendue, sans avoir jamais été référé auparavant dans le texte du livre. Cependant, ces quelques critiques n'enlèvent rien au grand intérêt d'un ouvrage, par ailleurs pourvu d'un copieux appareil de notes et d'une bibliographie étoffée, auquel il faut souhaiter une longue vie, débouchant – pourquoi pas – sur des rééditions régulièrement augmentées.

AUTEUR

PHILIPPE RYFMAN

Professeur et chercheur associé au Département de Science Politique, Université Paris I,
Panthéon-Sorbonne et CESSP-Sorbonne